

CNAHES, 63 rue Croulebarbe, 75013 PARIS

Tél. : 06 72 60 79 34

e-mail : info@cnahes.org

site : CNAHES.org

la lettre

Numéro 24 - octobre 2006

Editorial

En ce mois d'octobre, jetons un coup d'œil dans le rétroviseur pour rappeler la forte activité du CNAHES en ce mois de juin 2006. Notre journée d'étude du 28 juin organisée par la délégation régionale Bourgogne en collaboration avec l'IRTESS et le CREA a réuni une centaine de personnes autour du thème « l'évolution du rapport formation – qualification dans l'histoire de l'éducation spécialisée ». Nous espérons pouvoir donner une suite à ce colloque en publiant les interventions des témoins et des historiens.

Notre Assemblée Générale du 29 juin a permis de faire le point sur une année riche en initiatives et en travaux. Cent vingt adhérents présents ou représentés ont témoigné de leur intérêt pour notre association. Questions et débats ont alimenté cette rencontre.

Le mois de juillet a permis de mettre au point notre dossier de renouvellement de la convention triennale avec la Direction Générale de l'Action Sociale. Nous allons reprendre les contacts avec la Protection Judiciaire de la Jeunesse. Notre collaboration avec la Direction des Archives de France se poursuit avec le séminaire « dossiers de jeunes ».

Comme vous le voyez le travail et les projets ne manquent pas et nous comptons sur vous toutes et vous tous pour mener à bien cette tâche au moment où la législation concernant l'enfance bouge (projet de loi sur la protection de l'enfance, projet de loi sur la prévention de la délinquance), sans forcément tenir compte des enseignements que peut nous apporter l'histoire.

Roger Bello

Dernière heure...

La question des dossiers de jeunes

La première des quatre séances de travail sur les dossiers de jeunes (voir *la Lettre* n° 24) s'est tenue le 5 mai dernier à la Direction des archives de France sur le thème " Les textes législatifs et réglementaires : à la recherche des dossiers".

La seconde séance, initialement prévue pour le 19 octobre sur le thème : **Quels dossiers ? Quels contenus ? Un essai de typologie** (Aux Archives départementales du Maine-et-Loire à Angers) a dû être reportée à une date ultérieure..

Les personnes inscrites seront avisées directement. Celles qui ne le sont pas et souhaitent être informées peuvent se signaler par mail : info@cnahes.org

Le Père Henri Bissonnier et son œuvre.

Le Père Bissonnier, décédé il y a deux ans à l'âge de 93 ans, avait été pendant près de trente ans l'un des responsables les plus écoutés du Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE). Il avait créé dès les années cinquante la Commission Médico-Pédagogique et Psycho-Sociale (CMPPS) pour s'attacher à l'étude de tous les problèmes concernant les enfants et les jeunes en difficulté, quel que soit leur handicap. Une partie des archives de cette commission a été versée au CNAHES il y a deux ans.

Il devint très vite un spécialiste reconnu par les organisations nationales et internationales de protection de l'enfance. Intervenant dans plusieurs universités dans le monde, il parcourut quatre continents pour y enseigner, créant des petits groupes d'experts avec lesquels il poursuivait d'année en année un travail de réflexion avec, toujours, le souci d'un grand respect des personnes. Des handicapés mentaux aux enfants de la rue, il n'a laissé de côté aucune catégorie d'enfants en difficulté.

Un livre vient de lui être consacré qui paraîtra prochainement aux éditions Don Bosco : **Henri Bissonnier : une pédagogie de résurrection..**

Outre la biographie de ce serviteur des « blessés de la vie », l'ouvrage manifeste l'actualité prophétique de son message. Dans une société où les impératifs économiques risquent de limiter gravement les possibilités de l'action éducative, ses enseignements et ses engagements conservent une étonnante actualité. Ils peuvent être stimulants pour tous ceux et toutes celles qui font du service de la personne humaine la priorité absolue de leur action.

Sa « pédagogie de résurrection » demeure un chemin incontournable pour tout professionnel soucieux d'éviter les impasses mortifères où s'enferment parfois certaines formes d'actions auprès des personnes en difficulté.

Les responsables des communautés chrétiennes y trouveront la grande inspiration qui anima Henri Bissonnier dans son combat pour l'accueil des plus pauvres dans l'Eglise et la défense de leur droit à l'annonce de l'Evangile.

Les auteurs qui se considèrent comme ses héritiers et furent ses proches collaborateurs ont tous exercé des responsabilités dans l'éducation spécialisée. Ils analysent les différentes dimensions de son œuvre à l'appui des nombreux témoignages qu'ils ont recueillis.

Edith Demetz

Micheline Rampoldi

Micheline Rampoldi nous a quittés en ce mois d'août 2006, à Strasbourg, terre d'asile pour ces dernières années encerclées par la maladie.

Il y a quelques mois, j'avais rédigé avec elle un texte concernant le Père Bissonnier, temps fort d'échanges et d'évocation à travers ce compagnon de route des années IPPA : Institut de Psycho-Pédagogie Appliquée, école de formation et centre d'enfants.

Avec Pierrette Bello, déléguée régionale Ile de France du CNAHES, nous souhaitions lancer un appel aux anciens et anciennes de l'IPPA qui auraient gardé des documents divers de travaux, de cours, de stages, pour mettre en mémoire et témoigner de cette « aventure » IPPA, riche d'humanité et de technicité, dont il reste malheureusement peu de traces d'archives.

Le métier d'Educateur Spécialisé, tout neuf encore dans les années 55-60, a été promu, reconnu officiellement par un diplôme d'Etat, grâce à l'impulsion de quelques pionniers et Micheline Rampoldi en a fait partie, avec sa culture, sa rigueur et sa grande sensibilité au problème de la personne handicapée et de sa famille. Nous avons à lui rendre hommage pour ce travail où elle a engagé sa vie, ses amis, bien des professionnels, et à l'en remercier.

La formation clinique donnée à l'IPPA au cours de stages très diversifiés, consultations hospitalières, centres spécialisés, centres sociaux, centres de loisirs, était accompagnée SUR LE TERRAIN ET DANS LE CADRE DE L'ECOLE, par des temps de réflexion basés sur des cours théoriques très charpentés. Ces cours portaient de la connaissance du développement normal de l'enfant et de l'adolescent vers l'âge adulte, sous ses différents aspects, pour aborder ensuite les handicaps et pathologies dans tous les secteurs de la vie, dans une dynamique d'évolution.

Un savoir faire technique, alliance d'utilisation de matériel pédagogique précis et de pratique d'atelier d'expression (théâtre, chant, danse, marionnettes, terre, jeu, etc...) nous impliquait dans un investissement personnel riche de découvertes, d'initiatives, de mises en question de nos propres personnalités et du sens de l'engagement dans ce métier exigeant.

Micheline Rampoldi, avec son équipe d'enseignants et de formateurs, nous y accompagnait sans ménager son temps ni sa disponibilité, avec vigilance et perspicacité.

Au-delà de l'aspect psycho-pédagogique, nous étions invités à nous ouvrir aux dimensions du politique, du culturel, du religieux, du philosophique. C'était l'époque d'Emmanuel Mounier, de Peuple et Culture, de Saint-Exupéry... Nous étions les premières générations qui avons grandi durant la guerre et tous les horizons s'ouvraient.

Voyages d'étude en divers pays d'Europe, enseignement du Père Bissonnier qui parcourait le monde et créait ce qu'il a appelé « l'orthopédagogie » avec application en création de centres spécialisés, invitations à participer à des colloques, congrès, obligeaient ceux qui le voulaient à une dimension de recherche, de partenariat avec les professions médicales et para-médicales qui se créaient.

Au moment où se créaient les hôpitaux de jour très médicalisés, l'ouverture d'un CENTRE D'APPLICATION pour des enfants présentant de graves troubles affectifs, troubles névrotiques, psychoses, avec une direction d'éducation spécialisée, était d'avant-garde !

Mai 68 a été riche d'échanges, de remises en question, de temps incontournables de discussions, de grèves. La

profession a grandi, les écoles aussi dans des propositions nouvelles, plus universitaires.

L'IPPA avec ses petites promotions, peu de moyens, a dû fermer ses portes quelques années plus tard face aux exigences de rentabilité. Le Centre d'Application a survécu.

La maladie qui a isolé Micheline Rampoldi rend à son « œuvre » d'autant plus de force et de vérité, car ce travail a toujours été mené au-delà des modes et des coteries médico-psycho-pédagogico-sociologico... qui hantent toujours ce qui touche l'humain dans sa fragilité et sa vérité.

Colette Spinat, IPPA – Educatrice spécialisée et ancien professeur

Nouvelles des régions

Nord - Pas de Calais Les objectifs de la délégation régionale ont été centrés cette année sur une campagne d'adhésions organisée par Gérard Pesez et le comité de pilotage, avec le soutien du CREA pour les envois et un éditorial dans sa revue, avec le soutien également de l'URIOPS pour la publication de la plaquette régionale, jointe à la plaquette nationale déjà existante. Des articles ont été publiés dans "Le Pont des associations" (organe de l'URIOPS).. Cette campagne se poursuit par des contacts directs avec les centres de formation, les associations, etc.

Le 15 mai, s'est tenue une réunion à Waterloo en Belgique, à l'association de Jacques Leblanc, sur le thème "le toit des jeunes, avec la participation de Géraldine Fievet (Wallonie) Mireille Charonnat et Jean-Claude Bernier (Nord - Pas de Calais). D'autres rencontres avec la Belgique wallonne sont prévues cette année dans l'Audemarois et le Dunkerquois.

Le 18 septembre, Paul Charonnat a tenu une conférence à la Maison des associations de Saint Omer sur "Le Bon Pasteur de Saint Omer, 1845-1968. Pourquoi le Bon Pasteur d'Angers installe une maison à Saint Omer. Evolution de son œuvre. Derrière le cloître, la vie au quotidien."

Marcella Pigani

Vient de paraître

■ **Mémoire enracinée, mémoire déracinée**, Les conférences du séminaire tenu au Centre des archives du monde du travail (CAMT) à Roubaix les 16 et 17 octobre 2003, édition du CNAHES, 12 Euros, port compris, s'adresser au CNAHES.

■ **CNAHES - Alsace, Le travail éducatif et social au fil du temps, défaites ou défis ? Les apports de l'histoire et de la mémoire pour l'approche des problèmes éducatifs et sociaux d'aujourd'hui**, Actes de la journée d'étude du 17 novembre 2004 à Mulhouse. S'adresser à Jean Royer, Villa d'Or, 50 rue de la Marne, 69500 BRON.

■ **Guy Dréano, Guide de l'éducation spécialisée. Acteurs et usagers, institutions et cadre réglementaire, exercice professionnel**, Paris, Dunod, seconde édition revue.

Scoutisme et enfance délaissée au Maroc dans les années cinquante

On connaissait bien en France la participation généreuse, à la fin de la guerre, des mouvements du scoutisme dans les actions, la création d'institutions, et progressivement les politiques éducatives et sociales en faveur des jeunes en difficulté. Henri Joubrel, Commissaire national des Eclaireurs de France, plus tard Président de l'Association Internationale des Educateurs de Jeunes Inadaptés a écrit un livre fort explicite et documenté sur ce sujet (1).

Les suites de la guerre, les difficultés matérielles, celles d'une société qui avait du mal à retrouver ses marques, confrontée à de nouveaux modèles sociaux, l'absence de nombreux pères, prisonniers, mobilisés ou engagés, avait conduit de nombreux jeunes, sans repères, souvent en état de carences de tous ordres, à une sorte d'errance sociale qui, faute d'être toujours dangereuse, ne pouvait qu'être préjudiciable à leur avenir.

Aussi n'était-il pas étonnant que ce soit dans les rangs de ceux dont la devise était de « Servir » le prochain, « *Rendre service en toute occasion* » dit la loi des Eclaireurs de France, que purent émerger autant de jeunes cadres, décidés à aider ces jeunes à trouver la place à laquelle ils avaient droit dans cette société en mutation.

Ce que l'on sait sans doute moins c'est qu'au Maroc, quelques années plus tard, ce sont aussi principalement de jeunes cadres du scoutisme qui participèrent activement à la mise en place des dispositifs d'accueil et de soins, puis d'éducation, de rééducation et de formation des jeunes de ce pays durement touchés par les vicissitudes et les bouleversements de la vie.

Bien qu'un peu moins éprouvé que la France par les années de guerre, le Maroc avait connu d'autres épreuves qui jetèrent à la rue et à la misère des milliers d'enfants et d'adolescents. Les terribles sécheresses qui suivirent les années 45 provoquèrent une épouvantable disette, notamment dans les campagnes, et entraînèrent un formidable exode rural vers les villes principales, vers Casablanca notamment qui représentait une sorte d'eldorado prometteur de tous les espoirs. Daniel Rivet décrit cette situation dans le chapitre qu'il intitule "Les marches de la faim" dans son excellent livre sur *Le Maroc de Lyautey à Mohamed V* (2).

Avec les bidonvilles qui s'installèrent à sa périphérie, des dizaines d'enfants envahirent bientôt les rues de la "ville nouvelle" à Casablanca, mendiant, chapardant à l'occasion, couchant sous les porches, traînant leur misère et leurs plaies au regard d'un public souvent plus exaspéré que compatissant. Les mesures de police et les tentatives de refoulement sur les douars d'origine furent vite impuissantes à régler seules le problème.

C'est dès 1948 qu'Henri Budan, ancien chef de troupe de la 1^{re} Rabat des SDF (3) et agent du Service de la Jeunesse et des Sports, prit l'initiative d'ouvrir un premier petit centre d'accueil pour ces jeunes, à l'orée des bidonvilles, dans la petite cité d'Aïn Chock : accueil, réconfort, mesures d'hygiène élémentaire et soins d'urgence ont alors été les premières mesures indispensables dont nombre de ces enfants purent bénéficier.

Mais la capacité du centre d'accueil apparut bientôt dérisoire en face des besoins et, avec le soutien de l'inspection régionale de la Jeunesse et des Sports de Casablanca, et particulièrement celui de Noël Verdier, adjoint à l'inspecteur régional et lui-même ancien SDF (3), il lui fut possible d'ouvrir à Aïn es Sebâa un centre d'accueil plus important, puisqu'il pouvait accueillir jusqu'à 90 jeunes dans des locaux en bord de plage qui avaient été construits pour les G.I. après leur débarquement de 1942.

L'opération a été de suite soutenue par le Directeur du Service de la Jeunesse et des Sports d'alors, Jacques Nouvel, qui, lui-même ancien commissaire des Eclaireurs Unionistes (E.U.),

appréciait à sa juste valeur l'entreprise engagée. Les premiers crédits ouverts exigeaient certes une gestion fort rigoureuse et beaucoup d'abnégation, mais il fut possible de recruter du personnel. Et c'est principalement dans les milieux du scoutisme qu'Henri Budan allait rechercher ses premiers moniteurs et éducateurs.

Il tenait absolument à ce que ce centre porte la dénomination de Centre d'Accueil ! « *La façon avec laquelle tu accueilleras ces enfants conditionnera tout ce qu'il sera possible de leur apporter par la suite !* » nous répétait-il. Bien d'autres règles et principes humanistes et fraternels du scoutisme allaient de soi dans le travail d'équipe.

Pierre Guiraud, Maurice Garnier, eux-mêmes anciens Scouts de France du Maroc, se joignirent à lui rapidement et c'est en réponse à un appel du père François Muzard, aumônier des SDF à Casablanca, paru en 1949 dans la revue des cadres SDF « Le Chef », que j'ai eu moi-même le bonheur de rejoindre cette première équipe.

Peu après, Claude Machefert-Réau qui avait participé à l'installation du Jamboree de Moisson en 1947, vint nous rejoindre avec sa jeune épouse, Marie-Claire, ancienne Guide de France de Montpellier. Les jeunes épouses, en effet, elles-mêmes souvent anciennes guides ou éclaireuses, se mirent aussi vite à la tâche, d'abord bénévolement puis souvent dans des conditions administratives qui avaient peu à voir avec leurs compétences, leurs diplômes, sans parler de leur dévouement : Denise Budan, au départ comme économiste, infirmière, secrétaire, plus tard secondée par Marguerite Guiraud qui devint la première secrétaire de direction de l'institution.

L'état de misère physiologique des enfants que nous recevions alors était incroyable : sous-nutrition flagrante, trachome, teigne, M.S.T. touchaient la plupart d'entre eux. Aussi, certaines de ces éducatrices durent vite se transformer en infirmières. Denise Budan, puis, après elle, Yvette Heinrich, ancienne Guide de France de Cognac, s'engagèrent, après un stage de formation complémentaire au dispensaire des Roches Noires, dans les longues heures de "soins quotidiens" dont la plupart de ces jeunes avaient avant tout besoin.

Il apparut bien vite qu'une part importante de ces jeunes ne pouvait être renvoyée dans d'hypothétiques familles, souvent introuvables et peu à même de les prendre en charge la plupart du temps. L'absence totale d'état-civil rendait la tâche d'autant plus difficile. De ce fait apparaissait l'évidence d'une suite à donner en institution pour la plupart de ces enfants.

C'est à Boulhaut (aujourd'hui Ben Slimane), dans un ancien camp de l'armée transformé en Centre d'Accueil et de Rééducation, qu'on allait accueillir pour des temps plus longs les jeunes venus d'Aïn es Sebâa, susceptibles d'engager, ou plus rarement de poursuivre, une scolarité, tout en leur apportant instruction, éducation et formation. Et ce sont là encore, pour une grande partie, d'anciens scouts qui participèrent activement à la création de ce centre et à son fonctionnement pendant de longues années : les frères Pelletier, les frères Thiel, issus des Scouts de France, ainsi que leurs épouses, avec notamment l'aide de Roger Serre leur économiste efficace et souriant, lui-même ancien Eclaireur Unioniste (E.U.) jouèrent un rôle de premier plan.

Le dispositif de prise en charge prit ainsi progressivement une indispensable extension. Jacques Nouvel (EU) reçut alors à plusieurs reprises et nous fit connaître Henri Joubrel (EDF) précédemment évoqué. Les fonctions de ce dernier au Service de l'Enfance Inadaptée des Eclaireurs de France le désignaient comme conseiller idéal pour ce qui se mettait en place au Maroc dans le cadre du Service de la Jeunesse et des Sports. Son aide à nos premiers efforts aura été essentielle, comme le sera plus tard, en tant que président de l'Association Internationale, son soutien à la jeune Association Marocaine des Educateurs. Se mirent alors en place, notamment avec les services spécialisés pour l'enfance en difficulté des Eclaireurs de

France, de nombreux échanges, des informations, des formations au Maroc même ou en métropole.

Le Service de la Jeunesse et des Sports ouvre dès 1949, dans le cadre du Bureau des Camps de Vacances, une Section de l'Enfance Délaissée. Franck Gaignaire, ancien responsable Eclaireur Unio-niste qui ouvrira bientôt un foyer pour jeunes apprentis, prendra la responsabilité de cette section au service central.

L'appellation « enfance délaissée » correspondait bien à la situation la plus vraie de ces enfants. « *Elle nous rend responsables* » disait Franck Gaignaire alors que toute autre appellation les stigmatise ! Une Commission Supérieure de l'Enfance Délaissée allait d'ailleurs se mettre en place au plus haut niveau (arrêté résidentiel du 13 décembre 1949). Une série d'articles d'Anita Estève intitulée « *L'enfance délaissée* », parue dans « *L'écho du Maroc* » en janvier 1951, rend hommage aux efforts du Service de la Jeunesse. Le journal « *Es Sâada* », en langue arabe, s'y associe le 19 octobre 1951.

Tous les enfants issus d'Aïn es Sebaa ne pouvaient donc être scolarisés normalement : d'autres solutions devaient être offertes. Pierre de Lavenne, ancien SDF, toujours dans le cadre du Service de la Jeunesse et des Sports, ouvrit à Fkih ben Salah un centre d'éducation et de formation pour jeunes ruraux. Charles Benaud (SDF) avec sa jeune épouse, Geneviève (GDF), allait à son tour prendre la direction d'un Foyer d'Action Sociale pour les jeunes apprentis, rue de Barsac à Casablanca.

De nombreux enfants manifestèrent des aptitudes pour des études plus poussées et c'est Jean-Marie Defoort (SDF) qui ouvrit alors un foyer pour jeunes scolaires et étudiants à Sidi Maarouf à Casablanca avant de créer, plus tard, des services de suite et, surtout, l'Amicale des Anciens Elèves, haut lieu de fraternité et d'entraide. Jacques R'Bibo, dans les camps de vacances du Moyen Atlas, et Albert El Maleh (EIF) à Casablanca, contribuèrent activement au succès de ces dispositifs.

Ce rattachement au Bureau des Camps, dès les débuts de la mise en place de ces services, devait aussi permettre à des centaines d'enfants de ces centres de bénéficier comme les autres des divers camps de vacances à la montagne ou à la mer organisés par ce Bureau. Les choses furent aisées, grâce sans doute à l'ouverture et au soutien à nos actions des responsables des camps de vacances au Service de la Jeunesse : Louis Charlot, commissaire EDF qui en fut le créateur-animateur, sa fille Annie, également EDF, Paul Tixier, plus tard responsable au Service Central de la Section de l'Enfance Délaissée, firent en sorte que les conditions d'accueil de ces enfants, garçons et filles, soient les meilleures possibles.

Ce n'est pas déborder ces temps de l'histoire (les années cinquante !) si l'on évoque aussi la formation et la part importante prise plus tard par les jeunes cadres du Scoutisme Marocain dans la relève des responsables français à la direction des nombreux

établissements et services qui allaient se mettre en place dans les années qui suivirent ces premières créations évoquées.

Nombre d'entre eux ont en effet bénéficié de la formation et de l'accompagnement de responsables éclaireurs, dans le cadre du Service de la Jeunesse ou dans celui des activités scouts. Paul Leroy dit « Géo », responsable EDF en même temps qu'agent du Service de la Jeunesse, joua un rôle de premier plan dans la formation de ces jeunes cadres marocains qui participèrent ensuite à la création d'un scoutisme marocain dont les principes de base prônaient aussi « *le service aux autres, le dévouement et la fraternité* ».

Comment ne pas évoquer Ahmed Lakhroufi (EDF), premier directeur marocain du foyer de jeunes étudiants de Sidi Maarouf à Casablanca, avec puis après Jean-Marie Defoort (SDF), et son action tout au long de sa trop courte vie pour défendre ce service et les jeunes de toutes conditions qui devaient en bénéficier, ainsi que son jeune collègue Amiri Bouchaib (EDF), éducateur puis responsable d'un service de prévention à Lyon, sans oublier ceux, nombreux, qui, dans le cadre du Service de la Jeunesse devenu Ministère, ou ailleurs, au plus haut niveau parfois, participèrent à la construction du Royaume dans un esprit que ne pourraient qu'honorer leurs anciens : Lemnioui Ali, Moudnani Ahmed Chaoui, Benlamleh Abdelhadi, Serghini Abderhaman, directeurs d'établissement, Bennani Ghazi, Chef de la Division de la Jeunesse, Afilal Mohammed, Directeur de Cabinet du Ministre, Arif Khalifa, chef de division au Ministère, puis Inspecteur Général.

Comment ne pas évoquer enfin Aïssa Ikken, ancien responsable éclaireur, éducateur, juriste, puis directeur d'établissement, avant d'être lui-même Directeur de la Jeunesse au Ministère de la Jeunesse et des Sports, bien connu aussi aujourd'hui comme artiste et poète, et auteur, entre autres, d'un livre sur « *Les organisations de jeunesse au Maroc* » (4)

Et que me pardonnent ceux nombreux, français des années cinquante ou marocains des années ultérieures, dont je n'ai pas connu ou dont j'ai oublié leur appartenance aux divers mouvements du scoutisme et que je n'ai pu citer dans ce bref souvenir.

Dans ce monde où l'individualisme forcené est proposé comme loi universelle, peut-être n'est-il pas inutile de rappeler que la bonne vieille loi des Eclaireurs : « *Rendre service aux autres* » n'est peut-être pas aussi ringarde qu'on voudrait nous le faire croire.

André Heinrich

(1) *Le scoutisme dans l'éducation et la rééducation des jeunes*, Collection Paideia, PUF, 1951

(2) Daniel Rivet, *Le Maroc de Lyautey à Mohamed V*, Denoël, 1999

(3) SDF : Scouts de France, obédience catholique - EDF : Eclaireurs de France, laïc - EUF : Eclaireurs Unionistes de France, obédience protestante - EIF : Eclaireurs Israélites de France, obédience juïque.

(4) Aïssa Ikken, *Les organisations de jeunesse au Maroc*, Publications Al Asas, 1997

N'oubliez pas de régler votre cotisation avant la fin de l'année : 20 euros pour les personnes physiques, 65 euros pour les personnes morales et 8 euros pour les étudiants.

Chèques à l'ordre du CNAHES à adresser au trésorier : Roger Hueso, 5 bis rue de la Minière, 91410 DOURDAN